

Il y a sept ans, nous, Gérard Schivardi, Jean Markun et Daniel Gluckstein, ainsi que le regretté Claude Jenet (qui nous a quittés prématurément l'an dernier) avons accepté le mandat qui nous a été confié par le congrès de fondation du Parti ouvrier indépendant : le mandat de représenter le parti en toutes circonstances, être ses porte-paroles.

■ Ensemble, nous avons jeté les bases d'un parti fondé sur la lutte de classe qui oppose les exploités aux exploités, les opprimés aux oppresseurs et qui implique de défendre l'indépendance des organisations ouvrières.

■ Ensemble, nous avons jeté les bases d'un parti combattant pour la démocratie politique, pour la défense des communes, contre la V^e République, pour l'Assemblée constituante souveraine.

■ Ensemble, nous avons jeté les bases d'un parti agissant pour l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe, pour en finir avec l'Union européenne, sa Banque centrale, son euro et ses mesures anti-ouvrières et anti démocratiques.

■ Ensemble, nous avons jeté les bases d'un parti reconnaissant la diversité des courants existant dans le mouvement ouvrier, travaillant à les faire agir ensemble dès lors qu'ils sont déterminés à combattre pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour la défense de ses revendications, pour en finir avec l'exploitation.

■ Ensemble, nous avons constitué ce Parti ouvrier indépendant agissant pour le socialisme, la République, la démocratie.

Depuis plus de sept ans, nous portons ce mandat et nous en sommes fiers.

Depuis deux mois, pourtant, un groupe composé d'une partie des membres du bureau national cherche à s'emparer du Parti ouvrier indépendant, à le confisquer. Il a déchainé dans les colonnes d'*Informations ouvrières* une campagne de dénigrement contre une partie du bureau national, avec comme cible privilégiée : les secrétaires nationaux.

Samedi 5 septembre, prenant nos responsabilités, nous nous sommes réunis, 25 membres du bureau national, de la commission de contrôle, du conseil du parti et avons lancé un appel pour que le V^e Congrès du Parti ouvrier indépendant se tienne sous l'égide de la fidélité au POI des origines et du combat pour la rupture avec l'Union européenne.

Quelques heures plus tard, une vingtaine de membres du bureau national (accompagnés, semble-t-il, d'un huissier de justice) ont réagi à cet appel en décrétant la « destitution » de notre mandat de secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant. Une décision actée en présence d'un huissier et rendue publique dans les colonnes d'*Informations ouvrières*, avant même que les comités et les adhérents en aient été informés !

Cela à dix semaines de la date prévue pour le congrès ! Pour notre part, nous nous en tenons aux règles du mouvement ouvrier : c'est aux adhérents de s'exprimer.

Un huissier de justice ne se substituera pas aux plus de 6 000 adhérents du Parti ouvrier indépendant qui seuls sont à même, démocratiquement, dans le cadre du V^e Congrès, de prendre les décisions qui s'imposent.

Un huissier de justice ne suffira pas à contraindre les adhérents du POI à tourner le dos à ses origines et au combat pour la rupture avec l'Union européenne.

Nous appelons tous les adhérents à assurer le succès de ce congrès, à s'acquitter du timbre spécial de financement du V^e Congrès ouvert, à participer en masse au meeting du 26 septembre pour la rupture avec l'Union européenne.

NB : Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons, dans la réunion du 5 septembre, soumis à l'ensemble des camarades présents notre décision de prendre les dispositions nécessaires afin de « préserver les intérêts des militants au plan politique et matériel (...) considérant la crise qui divise aujourd'hui le parti de son bureau national (...) Cela dans l'unique but que les avoirs des militants ne soient confisqués par un groupe ou un autre ».